

\_\_\_\_\_  
République Française  
\_\_\_\_\_

## Arrêté N° 05/2017

### **Objet : Autorisation de voirie Règlementation de la circulation**

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **M. Claude GUINAND**

en date du **13/12/2016** et par laquelle il sollicite **d'empiéter sur la voirie**

afin de procéder à **l'élagage d'un micocoulier – 17 rue des Devèzes**

### **A R R E T E**

- Article 1** **Monsieur Claude GUINAND** - domicilié à SAINT-CHRISTOL (34) – 36 rue de l'Epargne est autorisé à **empiéter sur la chaussée afin de procéder à l'élagage d'un micocoulier**
- Article 2** La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.
- Article 3** La voie publique pourra être occupée **au droit du n° 17 rue des Devèzes - le mercredi 4 janvier 2017 de 8 h 00 à 18 h 00**
- Article 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 5** Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser les installations, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.
- Article 6** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés, rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.
- Article 7** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- Article 8** La présente autorisation est pour tout ou partie révoquée à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.
- Article 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- Article 10** L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :

**transmise pour information à la gendarmerie de Castries**

**Publiée en Mairie**

**Notifiée à l'intéressé**

Pour le Maire empêché,

Le Premier Adjoint,  
Guy LAURET

